

CA du 17 décembre en présence des adhérents et sympathisants

Une douzaine d'adhérents et de sympathisants ont assisté à cette réunion (par internet) de 20h30 à 22h. Une première expérience pour le MS21, mais que nous espérons renouveler pour étendre notre rayon d'action. Cette première réunion n'avait pas de thème précis (est-ce une erreur ?) et a consisté à des échanges informels mais non sans intérêt.

Après une brève introduction de notre président, Patrice Hemet (PH), celui-ci a enchaîné sur une description de l'ambiance actuelle où il semble que tout le monde est désemparé : " Il y a comme une accélération de l'Histoire. Les crises institutionnelles et géopolitiques se multiplient. La classe dominante semble aussi désemparée et devient dangereuse . Macron se veut un grand marionnettiste politique, mais il ne manipule plus grand monde. Ainsi des épisodes violents peuvent ressurgir (cf Gilets Jaunes). Mais il y a un vide politique et la gauche est aussi désemparée. Les classes populaires sont mal représentées. Il y a une défiance généralisée vis-à-vis des élus, de la classe politique et des syndicats. Je voudrais que vous donniez votre sentiment là-dessus et quelles autres formes d'action cela devrait induire. Il faudrait peut-être créer de nouvelles structures plus réactives, genre "comité de pilotage" ?"

Bernard Foucher (BF) : il faut arrêter de réfléchir dans le cadre que l'on nous impose. La gauche "radicale" se préoccupe des droits des minorités mais pas de la question essentielle du travail et du chômage. François Rufin est le seul à aborder ce sujet. Il faut travailler avec des médias alternatifs, et approfondir la question du travail. 120 milliards d'euros peuvent être récupérés en luttant contre la corruption. Il faut retrouver le sens du travail.

Alain Gely (AG) : Pour le moment, l'unité syndicale semble se maintenir (merci Macron !!) mais dans une logique plutôt défensive

Jean-Michel Toulouse (JMT) : nous sommes en fin de cycle. La bourgeoisie est divisée entre les partisans de la finance et d'autres qui déplorent la désindustrialisation. La productivité diminue, l'endettement s'accroît. Nous nous orientons vers des solutions autoritaires. A gauche, le NFP risque la rupture, et suscite peu d'espoir dans le peuple. La situation internationale est dominée par les innovations apportées par la politique des BRICS + : dés-occidentalisation, remise en cause du dollar…Il faut travailler non pas avec la gauche mais avec la base. Les directions syndicales et partisanes sont contestées. Les Gilets Jaunes commencent à se réorganiser. L'avenir c'est les assemblées communales. Le PARDEM propose, en association avec le PRCF, l'ADPC (dynamique constituante), le RPS-FIERS de célébrer les 20 ans du référendum de 2005.

Thierry Priestley (TP) : D'accord avec le constat de PH. Il faut faire la part des problèmes français et de la crise du capitalisme. Karl Polanyi montre dans la "La grande transformation" la faillite du marché autorégulé (1944). Le marché fou, aveugle et anarchique nous mène à des catastrophes encore pires que celles que nous avons connues au 20ème siècle. Ferdinand Braudel explique que la dynamique du capitalisme n'existe pas sans la complicité de toute la société. Nous assistons au blocage de la démocratie, à la montée de la dette, à l'effondrement des services publics. Que faire ? Un mouvement d'éducation populaire devrait mener des actions plus fortes avec des alliés pour faire la lumière sur les causes des problèmes qui mènent à des régimes autoritaires.

Michèle Fraize (MF) : dans le Monde Diplomatique de ce mois il y a un excellent dossier sur le travail. Il est effectivement important de travailler avec des médias alternatifs. Est-ce une bonne idée de demander la démission de Macron maintenant ? Nous risquons d'avoir un autre dirigeant encore pire à la place de Macron. L'idée de fêter l'anniversaire du référendum de 2005 est très

bonne. Ce fut un grand moment d'éducation populaire qui fit basculer le résultat, du oui vers le non en quelques semaines.

Michel Lamboley (ML) demande un référendum sur la souveraineté. Aucun problème ne peut être résolu dans le cadre du fédéralisme européen. Fêter le référendum de 2005 doit être une affaire du peuple. Il y a nécessité de renouveler les partis sur une base populaire. Le militantisme pour la sortie de l'UE se réduit souvent à une affaire de partis.

BF : Il faut faire des liens entre les problèmes sociaux tels que les retraites ou le travail et l'UE. La souveraineté en soi est une question qui n'est pas parlante pour les gens. Il faut utiliser les luttes actuelles pour montrer qu'on peut faire autrement. Une manne énorme d'emplois seront les emplois liés à la lutte contre le réchauffement climatique (isolation des bâtiments, relocalisation, changement du mode

d'agriculture, pédagogie dans les programmes scolaires,...). Donner la possibilité à chacun d'avoir un travail permet de créer plus de richesses qu'elle soit matérielle ou immatérielle. Pourquoi ne pas le prendre comme la base d'un changement compréhensible par le peuple, redonner du sens au travail permettra aussi à chacun d'avoir une activité correspondant à ses compétences. Et n'oublions pas que le pourcentage réel du sous emploi est bien au-delà des chiffres du chômage "officiel".

Christophe Breysacher (CB) : Les gens ont peur d'une sortie "brutale" de l'UE. Il faut une pédagogie de la rupture avec l'UE . Une rupture qui passe, dans une première étape, par l'instauration d'un référendum sur le rétablissement de la supériorité du droit national sur le droit européen comme cela existe en Allemagne.

Il faut revaloriser l'importance de la cotisation comme gestion collective des richesses créées dans le sens d'une plus grande solidarité, comme germe du socialisme. Cela pourrait, dans un premier temps, s'incarner dans la création d'une Sécurité sociale alimentaire : un crédit de 150 € serait versé à tout citoyen pour les dépenses alimentaires. Cette somme serait financée par une cotisation sociale assise sur les salaires ou la valeur ajoutée des entreprises. Par le biais d'un conventionnement élaboré collectivement et démocratiquement, l'argent serait orienté vers une production agricole de qualité.

PH : Il faut tendre vers l'extension du principe de la cotisation à une portion plus grande de la richesse produite.

TP : Ce qui est problématique c'est la perte de sens au travail. Concernant la crise systémique, il faut répondre à la question : la faute à qui, à quoi ? Que faire et comment ? Les masses populaires n'ont pas le bon diagnostic sur les causes de la crise systémique. Le capitalisme néolibéral veut défaire tous les conquis sociaux. Il faudrait d'abord réformer l'école, qui aujourd'hui n'enseigne plus que de l'utilitaire au détriment du développement de l'esprit critique du citoyen.

JMT : Le peuple est dessaisi de sa souveraineté. Aucune souveraineté n'est possible dans le cadre de l'UE. Il faut faire le lien entre la situation des classes populaires et l'UE. Les institutions nationales ne permettent pas la résistance.

TP : La France seule ne peut pas résoudre la crise systémique. Il est nécessaire de construire une autre Europe sur des bases complètement différentes.

MF : Pourquoi les gouvernements des pays d' Europe de l'Est veulent-ils absolument rejoindre l'UE ? Mais les Peuples sont plus ou moins d'accord…

AG : Ils espèrent une amélioration de leur niveau de vie.

ML : Il va falloir parler aux gens à partir de ce qu'ils pensent ("les partis on en a marre"). Avons-nous décidé d'adhérer à l'UE ? Notre vote NON en 2005 a été transformé en OUI en 2008. Le citoyen a des droits sociaux mais pas de droits politiques.

Michèle Dessenne : Concernant les populations des pays de l'Est, il y a des manipulations comme en Roumanie et en Géorgie quand les gens votent "mal". Les peuples n'ont jamais voté l'adhésion à l'UE. Ce sont les gouvernements qui décident. Il faudrait des référendums. Les gens ont des faits concrets devant les yeux au sujet de l'UE, tels que la signature de Van der Leyen pour adopter le MERCOSUR.

En France, les discussions sur le vote du budget ont révélé l'urgence de faire des économies, sous la menace de sanctions pouvant être imposées par l'UE et par les agences de notation. Les gens entendent les débats, mais qui leur dit comment sortir de ce système ? Personne ne veut vraiment agir sur les causes des problèmes. Il faut parler VRAI et ne pas avoir peur de dire qu'il faut sortir de l'UE . Revenir à la primauté du droit français sur le droit européen c'est sortir de l'UE.

BF : Les gens ont vu l'exemple du Royaume-Uni concernant le Brexit. Pas terrible ! Il faut présenter la sortie de l'UE en mettant en parallèle la nécessité de coopérer et d'organiser le commerce sur les principes de la Charte de la Havane.

Conclusion

PH : Quelques orientations se dégagent de cette discussion :

- le PARDEM propose de célébrer dignement la victoire au référendum de 2005
- ML propose un référendum sur la souveraineté (primauté du droit national)
- BF évoque une action d'éducation populaire sur le thème du travail
- TP suggère de mener une analyse approfondie sur les tenants et aboutissants de la crise systémique que nous vivons

Il faut maintenant envisager la création d'un comité de pilotage pour nos associations. Il faut faire réseau pour s'investir encore plus dans les thématiques qui ont été évoqués dans ce débat.